

Conseil du Centre

83^e session, octobre 2020

CC 83/5/2

POUR INFORMATION

CINQUIÈME QUESTION À L'ORDRE DU JOUR

Plan de l'audit pour 2020



**Centre international de formation
de
l'Organisation internationale du Travail**

PLAN D'AUDIT EXTERNE

Année 2020

Au sujet du plan d'audit

Ce plan d'audit doit nous guider dans l'accomplissement de notre fonction d'audit au Centre international de formation (CIF-OIT, également appelé « le Centre ») de l'Organisation internationale du Travail pour l'année 2020. Plus spécifiquement, ce plan présente les objectifs de notre audit, qui sont basés sur les fonctions prescrites; les tâches d'audit essentielles, fondées sur notre approche et notre méthodologie de l'audit; les étapes de l'audit; et enfin la gestion des ressources de l'audit.

Table des matières

	Page
Mandat et portée de l'audit	3
Objectifs généraux de l'audit	3
Approche et méthodologie de l'audit	3
Perspectives de risque	4
Comptabilité et rapports financiers	4
Mise en œuvre et exécution du programme de formation	6
Seuil de signification de l'audit	8
Activités prévues	9
Résultats importants de l'audit	10
Étapes importantes de l'audit	11
Autres services d'audit	11
Activités prévues sur le terrain	11
Gestion de l'audit	14

Mandat et portée de l'audit

1. Le Conseil d'administration du BIT a désigné le Président de la Commission d'audit de la République des Philippines (COA) comme auditeur externe de l'OIT pour les exercices 2016 à 2019, cette désignation prenant effet le 1^{er} avril 2016 et couvrant une période de quatre ans. À sa 334^e session en mars 2018, le Conseil d'administration du BIT a prolongé ce mandat pour deux exercices financiers, cette prolongation couvrant la période allant du 1^{er} janvier 2020 au 31 décembre 2023.
2. Conformément au Règlement financier du Centre international de formation de l'OIT, l'auditeur externe de l'OIT est aussi l'auditeur externe du Centre.
3. Le chapitre IX du Règlement financier du Centre fixe les termes de référence gouvernant l'audit externe. Il stipule, entre autres, que l'auditeur externe doit présenter au Conseil un rapport sur l'audit des états financiers du Centre et sur d'autres questions qui doivent être portées à l'attention du Conseil.

Objectifs généraux de l'audit

4. Les objectifs généraux de notre audit consistent à:
 - a. fournir une opinion indépendante déterminant si:
 - i. les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière du Centre au 31 décembre 2020, ainsi que de sa performance financière, de ses flux de trésorerie et de la comparaison du budget avec les montants réels pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes comptables internationales pour le secteur public (IPSAS);
 - ii. les méthodes comptables ont été appliquées sur une base conforme à celle de l'exercice précédent; et
 - iii. les transactions dont nous avons eu connaissance au cours de notre audit des états financiers ont été effectuées, sous tous leurs aspects significatifs, conformément au Règlement financier et aux autorisations des organes délibérants du Centre.
 - b. formuler des observations concernant l'efficacité des procédures financières, du système comptable, des contrôles financiers internes et, plus généralement, de l'administration et de la gestion du Centre (chapitre IX du Règlement financier).

Approche et méthodologie de l'audit

5. Conformément aux prescriptions des Normes internationales d'audit (ISA), nous appliquerons à l'audit des états financiers et de la gestion opérationnelle du Centre une approche fondée sur l'analyse des risques. Le Centre est une institution d'apprentissage

avec son propre statut, une évaluation des risques et une stratégie qui lui sont propres, et une structure et des processus spécifiques. Nous avons donc adopté une stratégie et une approche à un horizon réaliste pour identifier, prioriser et gérer les risques d'audit considérés comme critiques pour les opérations du Centre.

6. Pour appliquer notre approche et notre méthodologie de l'audit, nous évaluons d'abord le risque de maturité du Centre en déterminant la mesure dans laquelle le Conseil et la Direction du Centre identifient, évaluent, priorisent, gèrent et contrôlent les risques, ce qui fournit des indications sur la fiabilité de notre vérification axée sur l'analyse des risques en vue d'établir un plan d'audit. L'exercice de planification de l'audit, habituellement mené sur une base annuelle, nous permet d'identifier et de prioriser les domaines dans lesquels les parties prenantes ont besoin de garanties objectives, y compris l'évaluation de l'efficacité fonctionnelle du système de contrôle interne au Centre, et l'enregistrement et la notification des risques distincts ou des groupes de risques. La communication des résultats de notre audit est la dernière phase de notre méthodologie d'audit. Cette phase concerne la discussion des constatations et de la conclusion de l'audit avec la Direction du Centre en vue de leur résolution.
7. En outre, nous avons travaillé en coordination avec le Bureau de l'audit interne et du contrôle (IAO) du Bureau international du Travail afin de déterminer la nature et la portée de l'audit planifié par ce dernier et de voir si d'autres organismes externes d'examen ont mené des travaux dans les domaines soumis à l'audit. La nature et la portée de travaux éventuellement menés par des organismes externes seront prises en considération pour la détermination de la portée et des objectifs de notre plan d'audit annuel. Les efforts d'audit collectifs ont été coordonnés dans la mesure du possible pour le présent plan.
8. De plus, la crise sanitaire (pandémie de COVID-19) nous a obligés à adapter et à utiliser une modalité d'audit virtuel/à distance pour accomplir notre mission. Les dispositions nécessaires seront prises avec le Centre pour faciliter l'audit intermédiaire virtuel donc à distance ainsi qu'en fin de l'année, si la réalisation d'un audit sur place n'est toujours pas possible.

Perspectives de risque

9. Au cours des quatre premières années de notre mission d'audit, nous avons déterminé, dans les opérations du Centre, un certain nombre de facteurs et de changements importants que nous considérons dans les trajectoires de notre audit. Bien que nos observations ne garantissent pas que des risques résident effectivement dans un certain nombre d'aspects opérationnels de la gestion du Centre, nous avons prévu d'intégrer cette information dans notre mission d'audit de l'année courante.

Comptabilité et rapports financiers
<p style="text-align: center;">Contexte</p> <p>Les états financiers du Centre sont consolidés avec ceux de l'OIT et préparés conformément aux Normes comptables internationales pour le secteur public (IPSAS)</p>

et au Règlement financier. L'application cohérente des IPSAS est un résultat important qui élève la norme en matière d'information financière, élément essentiel de la gouvernance et de la bonne gestion. Ses principaux avantages sont une transparence accrue qui assure une meilleure compréhension de la performance financière du Centre, une plus grande redevabilité permettant de prendre des décisions et une information financière améliorée soutenant la gouvernance et la gestion.

Notre mandat d'auditeur externe consiste à présenter pour chaque année civile un rapport sur l'audit des états financiers contenant toutes les informations nécessaires en ce qui concerne les éléments visés au chapitre IX du Règlement financier. Cela a pour but de renforcer le degré de confiance en les états financiers du Centre à travers l'examen des comptes qui y sont présentés, y compris des informations y afférentes.

Perspectives de risque

Complétude. La fiabilité de l'information contenue dans les états financiers ne peut être assurée que si une information financière complète et pertinente est fournie en ce qui concerne le Centre et les besoins des utilisateurs en matière de décisions financières. Par conséquent, l'information doit être complète à tous égards. Une information incomplète non seulement réduit la pertinence des états financiers, mais affecte aussi à sa fiabilité et accroît le risque que les utilisateurs fondent leurs décisions sur une information qui présentera seulement une vue partielle des affaires du Centre.

Jugements et estimations. Les comptes débiteurs et les immobilisations corporelles représentaient respectivement 38 et 16 pour cent de l'actif global du Centre au 31 décembre 2019. Les jugements et estimations concernant la comptabilisation et décomptabilisation font l'objet d'une évaluation continue et sont basés sur l'expérience historique et sur d'autres facteurs, par exemple les événements futurs attendus et susceptibles de se produire.

Procédures de clôture. Il peut arriver que des transactions ne soient pas comptabilisées dans l'exercice financier approprié, qu'il s'agisse de régularisations de recettes ou de dépenses, du fait de la complexité introduite en matière de transactions par les prescriptions des IPSAS relatives à l'établissement de rapports financiers, ce qui peut amener des anomalies dans les chiffres des revenus et des dépenses et fausser les résultats.

Fiabilité et évaluation. L'hypothèse de fiabilité et d'évaluation représente une déclaration selon laquelle les montants présentés dans les états financiers sont corrects sous tous leurs aspects significatifs et basés sur une évaluation propre des actifs, passifs et soldes nets. L'hypothèse est que les montants totaux de toutes les transactions ont été enregistrés et correctement rapportés dans les états financiers.

Informations complémentaires. Les informations complémentaires constituent une partie fondamentale des états financiers et sont considérées comme un moyen de plus en plus important de communiquer des enseignements plus approfondis concernant la situation et la performance financières du Centre que ne le permettraient les seuls états financiers de base. Les exigences et les pratiques en matière de déclarations financières

conformes aux normes IPSAS ont évolué et provoqué une augmentation du volume des notes complémentaires qui augmente les risques que les déclarations ne soient pas appropriées.

Conformité. Les transactions sont conformes au Règlement financier, aux Règles de gestions financière et aux autorisations des organes délibérants du Centre.

Adoption de nouvelles normes IPSAS. Le Centre adopte les normes courantes requises par le Conseil des normes IPSAS et celles qui ont une incidence sur ses rapports financiers.

Objectif de l'audit

L'objectif de l'audit consiste à formuler et émettre une opinion d'audit indépendante sur les états financiers du Centre, à travers l'examen des éléments probants étayant les montants et les informations qui y sont fournis, ce qui inclut l'évaluation des méthodes comptables appliquées et des estimations significatives effectuées, ainsi que la présentation d'ensemble des états financiers.

Mise en œuvre et exécution du programme de formation

Contexte

En tant qu'organe de formation de l'OIT, le Centre offre des programmes d'apprentissage, de partage des connaissances et de renforcement des capacités institutionnelles aux gouvernements, aux organisations de travailleurs et d'employeurs et aux autres partenaires au développement. Il entend être un forum où le développement croise toutes les formes de connaissances dans le monde du travail, et où la pertinence, la qualité et l'impact sont les éléments centraux de la formation.

Les deux principales sources de revenus du Centre sont les contributions volontaires et les produits provenant des activités de formation. Ces derniers se sont élevés à 27,45 millions d'euros en 2019 (21,63 millions d'euros en 2018), soit 65 pour cent des recettes totales du Centre pour 2019. Dans l'ensemble, le Centre a dispensé une formation à 22 339 participants en 2019, contre 18 411 participants en 2018. L'augmentation pour les activités présentielle et à distance est de respectivement 2 059 participants (19,3 pour cent) et 1 869 participants (24,1 pour cent).

Les dépenses totales se sont élevées en 2019 à 41,25 millions d'euros, dont 46 pour cent relèvent des frais de personnel (pour un montant de 19,03 millions d'euros), tandis que 3,55 millions d'euros ou 9 pour cent concernent d'autres coûts liés aux activités de formation, ce qui en fait le quatrième poste de dépense, après les contrats de sous-traitance et les voyages.

Avec l'évolution technologique, et compte tenu de la pandémie actuelle qui affecte les opérations (dans le cadre de la « nouvelle normalité » et de l'obligation de respecter des protocoles sanitaires partout dans le monde), le processus de formation,

d'information ou d'éducation des individus change lui aussi. Pour assurer la continuité des activités pendant cette période et au-delà, la Direction a pris des mesures immédiates pour atténuer l'impact de la pandémie sur ses activités. Cela a inclus la reprogrammation d'activités de formation présentielle plus tard dans l'année, la conversion d'activités présentielles en activités à distance utilisant de nouvelles technologies et des approches innovantes, l'augmentation de l'offre de services de conseil aux mandants et l'adoption de mesures de maîtrise des coûts.

Plus que jamais, l'environnement dans lequel le Centre opère est maintenant caractérisé par une complexité et par une volatilité et une incertitude accrues. Cette complexité offre de nouvelles possibilités, mais elle crée aussi des risques supplémentaires que le Centre doit atténuer, toujours dans le respect de son rôle institutionnel.

Perspective de risque

La pandémie de COVID-19 affectant la santé mondiale et entraînant des restrictions de voyage représente un défi sans précédent pour la réalisation d'activités d'apprentissage et de formation. L'importance d'une prestation et d'une gestion efficaces des services de formation peut être résumée dans les trois domaines suivants, à savoir: politique, stratégie et ressources:

Politique. L'absence de politiques, procédures et méthodes appropriées répondant à la *nouvelle normalité* dans la mise en œuvre et la prestation des activités de base du Centre peut menacer la continuité de ses activités.

Stratégie. L'absence d'une stratégie optimale peut mettre en péril la viabilité financière du Centre ainsi que la prestation et la mise en œuvre de ses programmes de formation. Plus précisément, le changement apporté par le Centre à la formule sous-tendant la formation présentielle, en investissant dans le développement de nouveaux produits et dans les technologies de formation dernier cri en pleine pandémie, pourrait être affecté.

Ressources. Les évaluations précédentes des risques d'audit ont révélé que le Centre continue à faire face à des problèmes de financement et de génération de revenus en raison du climat économique actuel et des besoins de formation spécialisée dans de nombreux pays. Actuellement, avec la pandémie en cours, il y a un risque pour: a) les ressources suffisantes permettant de financer ses activités de formation; b) les capacités des technologies de l'information dynamiques à utiliser; et; c) les ressources humaines adéquates et capables d'appliquer la nouvelle stratégie de mise en œuvre et de prestation du programme de formation (ce qui pourrait affecter la réalisation des objectifs stratégiques et du mandat institutionnel du Centre).

Objectif de l'audit

L'objectif général de cet audit est d'évaluer le plan et les mesures prises par le Centre dans le contexte de la pandémie de Covid-19 en termes d'adéquation et d'efficacité de ses politiques, de sa stratégie de mise en œuvre et de ses ressources afin de garantir que l'activité principale du Centre, à savoir la prestation de services de formation, soit assurée.

Plus précisément, l'audit vise à déterminer si:

- a. les arrangements stratégiques actuels pour les services de formation et l'approche d'apprentissage sont couverts par des politiques idoines pour répondre à la pandémie en utilisant les technologies les plus appropriées et les plus à jour;
- b. la stratégie, les méthodes, les procédures et les contrôles couvrant la prestation des services de formation, mis en place pour répondre aux besoins opérationnels et poursuivre le mandat institutionnel du Centre dans la *nouvelle normalité* sont adéquats et efficaces;
- c. le financement est suffisant, les ressources humaines compétentes et les technologies de l'information capables de faire face à la complexité de l'environnement commercial actuel (par exemple, la crise économique et sanitaire mondiale).

Il est crucial de passer au numérique pour les services d'apprentissage à distance et de formation en ligne. Par conséquent, l'objectif principal est l'examen et l'évaluation des politiques, en particulier le plan de continuité des activités, en ce qui concerne les événements imprévus tels que la pandémie, où le modèle de prestation s'écarte de la méthode traditionnelle telle des cours présentiels et des cours mixtes et passe à un format de prestation numérique et en ligne. Il convient d'examiner le plan stratégique du Centre, y compris ses éléments, modèles et outils pour faire face aux événements susceptibles de perturber les opérations commerciales. Enfin, il faut aussi évaluer les ressources humaines, les capacités des technologies de l'information et la capacité du Centre à générer des flux de recettes qui lui permettent de faire face aux coûts et aux demandes de la stratégie de formation et des innovations, y compris le passage aux cours en ligne, la formation des formateurs, la mise à niveau du Campus en ligne et la mobilisation de la main-d'œuvre numérique, entre autres.

Seuil de signification de l'audit

10. Notre audit nous impose de déterminer un seuil de signification spécifique pour chaque engagement. Ce montant sera également utilisé pour évaluer l'importance des anomalies non corrigées (ajustements et reclassifications *passés*) notés au cours de l'audit. Notre seuil de signification opérationnel initial est présenté ci-dessous:

	Base	Montant (euros)
Seuil de signification global	2 pour cent du montant total moyen des dépenses du Centre au cours des cinq dernières années	782 900

	Base	Montant (euros)
Les éléments corrigés et non corrigés supérieurs à ce montant seront signalés à la Direction du Centre	5 pour cent du seuil de signification global	39 145

11. Nous avons tenu compte des facteurs suivants pour établir le seuil de signification global: les besoins du Centre et des autres donateurs, des représentants gouvernementaux, des employeurs et des travailleurs et des autres organismes multilatéraux. Ce seuil est cohérent avec le seuil de signification global utilisé pour l'audit des états financiers de 2019. Cependant, la mesure quantitative du seuil de signification global n'est pas le seul facteur que nous prenons en considération pour évaluer les anomalies. Des anomalies relativement négligeables pourraient avoir un effet significatif sur les états financiers en raison de facteurs qualitatifs. Nous informerons le Centre concernant la détermination finale du seuil de signification global.

Activités prévues

12. Pour la cinquième année de notre mission de vérification, les activités suivantes seront entreprises pour actualiser l'information et les documents relatifs au Centre dont dispose l'auditeur externe:

Activités	Mois											
	2020						2021					
	Jun	Jul	Août	Sept	Oct.	Nov.	Déc.	Jan.	Fév.	Mars	Avr.	Mai
Évaluation et gestion des risques de l'audit												
- Évaluation des indicateurs de risque majeur												
- Évaluation du besoin/de l'utilité des travaux des autres												
- Création d'un budget-temps/réunion de planification												
Analyse des opérations de l'entité vérifiée												
- Processus de gestion des risques et évaluation du risque de fraude												
- Analyse des opérations et examen des performances												
- Analyse des processus d'information critique, y compris l'établissement de rapports financiers												
- Détermination des liens entre les états financiers												

Activités	Mois											
	2020						2021					
	Juin	Juillet	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Jan.	Fév.	Mars	Avr.	Mai
- Examen des PBC												
Évaluation de la gestion et du contrôle des risques												
- Évaluation des stratégies et des contrôles de gestion des risques pour réduire ceux-ci à un niveau acceptable (risques au niveau de l'entité et du processus)												
Gestion du risque résiduel d'audit												
- Réponse aux risques d'erreur identifiés dans les états financiers												
- Réalisation de tests d'audit/confirmations												
- Application de procédures analytiques sur les comptes significatifs à risque faible												
- Examen général du caractère raisonnable des états financiers												
- Réalisation des procédures d'examen ultérieures												
Communication de la valeur ajoutée												
- Publication du mémorandum d'observation d'audit												
- Publication des lettres de recommandations												
- Publication du rapport d'audit/rapport détaillé d'audit												
- Présentation du rapport d'audit au Conseil												

13. Un plan de travail et des programmes d'audit détaillés, comprenant les procédures de vérification et les objectifs spécifiques de l'audit, ont été élaborés pour chaque secteur de vérification identifié

Résultats importants de l'audit

a. À la fin de l'audit, nous fournirons les rapports suivants :

- **Rapport de l'auditeur indépendant.** Il s'agit d'une opinion signée relative aux états financiers au 31 décembre 2020; et
- **Rapport de l'auditeur externe au Conseil.** Il contiendra nos conclusions relatives à l'efficacité des procédures financières, du système comptable, des contrôles financiers et, de manière générale, à l'administration et à la gestion du Centre, ainsi qu'à tous les sujets évoqués dans le chapitre IX, article 25, du Règlement financier.

Ce plan d'audit, qui est la propriété de la Commission de vérification des comptes des Philippines, a été préparé exclusivement pour l'audit du Centre international de formation de l'Organisation internationale du Travail et ne doit pas être communiqué à un tiers, quel qu'il soit, sans autorisation écrite préalable.

Nous fournirons une actualisation des observations des années antérieures et de la mise en œuvre des recommandations. Ce rapport contiendra également les observations et les recommandations de l'année en cours.

b. De plus, nous fournirons les rapports suivants à la Direction au cours de notre audit:

- **Lettre de recommandations au Directeur du Centre.** Il s'agit d'une communication dérivée identifiant possibilités de changement dans les procédures qui pourraient améliorer les systèmes de contrôle interne, rationaliser les opérations et/ou renforcer les pratiques d'information financière.
- **Mémoire d'observations d'audit.** Il s'agit d'une communication écrite destinée au personnel et aux responsables concernés et les informant des déficiences observées dans l'audit des comptes, des opérations et des transactions.

Étapes importantes de l'audit

Activité	Date
Présentation du plan d'audit	Octobre 2020
Audit intermédiaire	Du 9 au 27 novembre 2020
Audit de fin d'année	Du 8 au 26 février 2021
Opinion d'audit signée	8 mars 2021
Présentation des résultats de l'audit aux membres du Conseil	Mai 2021

Autres services d'audit

14. En tant qu'auditeur externe du Centre, nous prévoyons d'effectuer des audits basés sur des demandes émanant des bailleurs de fonds du Centre. Des contrats séparés seront préparés à cet effet.

Activités prévues sur le terrain

Bureaux à visiter/ dates provisoires	Domaines d'audit	Nombre d'auditeurs	Produits de l'audit
Audit intermédiaire CIF-OIT	A. Audit financier: Examiner la conformité du processus comptable et redditionnel concernant tous les comptes qui composent les états financiers. Sur la base de l'évaluation du degré de fiabilité des contrôles internes	4	Memorandum d'observations d'audit

Bureaux à visiter/ dates provisoires	Domaines d'audit	Nombre d'auditeurs	Produits de l'audit
	<p>résultant de l'évaluation des risques, effectuer des contrôles de validation couvrant la période de janvier à septembre 2020: a) contrôles minimaux pour les comptes non significatifs; b) contrôles, standard ou ciblés, et test des contrôles pour les comptes suivants:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Frais de personnel 2. Avantages du personnel 3. Contrats de sous-traitance 4. Frais de voyage 5. Autres frais liés aux activités de formation 6. Frais généraux d'exploitation <p>B. Examen préliminaire de la mise en œuvre et de la prestation du programme de formation - les travaux d'audit comprendront l'examen des processus, l'évaluation des politiques et des stratégies, la sécurisation des documents pertinents, des requêtes et autres (travail sur le terrain hors site, audit virtuel ou à distance).</p>		
Audit de fin d'exercice	<p>A. Audit financier:</p> <p>Examiner la conformité du processus comptable et redditionnel concernant les rapports I-V qui composent les états financiers, y compris l'ensemble des comptes et de leurs informations complémentaires. L'objectif de l'audit consiste à déterminer si les opérations dont nous avons eu connaissance au cours de notre audit des états financiers ont été effectuées, sous tous leurs aspects significatifs, conformément au Règlement financier et aux autorisations des organes délibérants du Centre, ainsi</p>	4	<p>Lettre de gestion</p> <p>Rapport de l'auditeur indépendant</p> <p>Rapport détaillé</p>

Bureaux à visiter/ dates provisoires	Domaines d'audit	Nombre d'auditeurs	Produits de l'audit
	<p>qu'aux différentes hypothèses, normes et politiques comptables appliquées pour la préparation des états financiers en fin d'exercice, et à ainsi pouvoir formuler une opinion quant au fait que les états financiers 2020 sont présentés, sous tous leurs aspects significatifs, conformément aux normes IPSAS.</p> <p>Contrôle des soldes et contrôles de validation (minimaux, standard ou ciblés), ainsi que test des contrôles, en fonction de la nature des comptes (significatifs ou non significatifs).</p> <p>Examen de la performance financière du Centre, y compris l'examen des comptes significatifs suivants:</p> <p><i>Actif</i></p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Trésorerie et équivalents de trésorerie 2. Créances 3. Contributions à recevoir 4. Immobilisations corporelles 5. Immobilisations incorporelles <p><i>Passif</i></p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Avantages du personnel <p><i>Recettes</i></p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Produits provenant des activités de formation 2. Contributions volontaires <p><i>Dépenses</i></p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Frais de personnel 2. Contrats de sous-traitance 3. Frais de voyage 4. Autres frais liés aux activités de formation 5. Frais généraux d'exploitation 6. Entretien du terrain et des bâtiments 7. Fournitures 		

Bureaux à visiter/ dates provisoires	Domaines d'audit	Nombre d'auditeurs	Produits de l'audit
	8. Amortissement 9. Frais bancaires B. Conformité aux nouvelles normes C. Suivi de la mise en œuvre des recommandations des audits précédents D. Poursuite de l'examen de la mise en œuvre et de la prestation du programme de formation - examen, évaluation et validation des travaux d'audit préliminaire (travail sur le terrain sur site, si nécessaire).		

Gestion de l'audit

15. La gestion de nos audits est basée sur une philosophie opérationnelle établie, qui consiste à aligner plus étroitement le processus de ces audits sur les besoins de leur clientèle internationale afin d'améliorer la gouvernance de celle-ci et de fournir aux utilisateurs de ses états financiers des meilleures garanties sur l'efficacité des processus de nos clients, tant dans leur conception que dans leur fonctionnement. À cet effet, nous avons créé l'Office international d'audit et de relations (IARO), qui doit jouer un rôle principal de coordonnateur de la gestion de nos engagements internationaux.
16. L'audit du Centre sera effectué par une équipe composée d'auditeurs professionnels expérimentés et compétents appartenant à la Commission d'audit et exclusivement dédiés à cet audit. Les stratégies efficaces adoptées dans le déploiement des vérificateurs incluent des associations judicieuses de compétences, des formations techniques appropriées et des mécanismes d'appui adéquats.
17. Afin d'assurer la qualité de l'audit, nous nous conformons aux normes ISA relatives à la qualité des audits. Nos audits sont soumis à trois niveaux d'examen, en commençant par le Directeur de l'audit externe, assisté par le Groupe d'appui technique. L'examen du deuxième niveau est le fait du Comité de supervision de l'audit international, qui effectue une série de procédures de contrôle de qualité pour garantir un haut niveau d'intégrité de l'information et des rapports de l'audit avant de le transmettre au troisième et dernier niveau d'examen. Le Président de la Commission de vérification des comptes de la République des Philippines procède à l'examen final de nos travaux et est également consulté sur les points sensibles, complexes et/ou difficiles avec l'appui du Directeur de l'IARO.